

Informations parlementaires

SÉNAT

Session ordinaire de 2013-2014

ORDRE DU JOUR

NOR : INPX1400902X

Mardi 15 avril 2014

A 9 h 30 :

1. Questions orales.

(La liste des questions figure en annexe.)

A 14 h 30, le soir et la nuit :

2. Eloge funèbre de René TEULADE.

3. Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela (n° 166, 2013-2014).

Rapport de Mme Michelle DEMESSINE, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (n° 432, 2013-2014).

Texte de la commission (n° 433, 2013-2014).

4. Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres et la République de Moldavie (n° 167, 2013-2014).

Rapport de Mme Josette DURRIEU, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (n° 434, 2013-2014).

Texte de la commission (n° 435, 2013-2014).

5. Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérative du Brésil en matière de sécurité sociale (n° 408, 2013-2014).

Rapport de M. Jean-Pierre CANTEGRIT, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (n° 438, 2013-2014).

Texte de la commission (n° 439, 2013-2014).

6. Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord-cadre entre la République française et le Royaume d'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière (n° 698, 2012-2013).

Rapport de M. Raymond COUDERC, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (n° 304, 2013-2014).

Texte de la commission (n° 305, 2013-2014).

7. Suite du projet de loi d'avenir, adopté par l'Assemblée nationale, pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (n° 279, 2013-2014).

Rapport de MM. Didier GUILLAUME et Philippe LEROY, fait au nom de la commission des affaires économiques (n° 386, tomes I et II, 2013-2014).

Texte de la commission (n° 387 rectifié, 2013-2014).

Avis de Mme Brigitte GONTHIER-MAURIN, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (n° 344, 2013-2014).

Avis de M. Pierre CAMANI, fait au nom de la commission du développement durable (n° 373, 2013-2014).

Délais limites

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (n° 376, 2013-2014).

Inscriptions de parole dans la discussion générale : **mardi 15 avril 2014**, à 17 heures.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique (n° 369, 2013-2014).

Inscriptions de parole dans la discussion générale : **mercredi 16 avril 2014**, à 17 heures.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique.
Inscriptions de parole dans la discussion générale : **mercredi 16 avril 2014**, à 17 heures.

A N N E X E

I. – N° 684 de M. Philippe KALTENBACH à M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (Fermetures de centres d'information et d'orientation dans les Hauts-de-Seine).

II. – N° 688 de M. Yves ROME à M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (Double tutelle des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement).

III. – N° 683 de M. Michel LE SCOUARNEC à M. le ministre de l'intérieur (Situation des centres d'examen du permis de conduire en Bretagne).

IV. – N° 687 de Mme Aline ARCHIMBAUD à Mme la ministre des outre-mer (Suicides sur le territoire du parc amazonien de Guyane).

V. – N° 695 de M. Michel HOUEL à M. le ministre de l'intérieur (Durée de validité de la carte d'identité et profession de photographe).

VI. – N° 724 de Mme Frédérique ESPAGNAC à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (Fermeture du centre Météo-France de Pau).

VII. – N° 690 de Mme Marie-Françoise GAOUYER à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (Avenir des établissements publics territoriaux de bassin interdépartementaux).

VIII. – N° 728 de Mme Delphine BATAILLE à M. le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche (Suppression de l'arrêt du « train de Matisse » au Cateau-Cambrésis).

IX. – N° 640 de M. François GROSDIDIER à M. le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche (Ecotaxe et Ecomouv).

X. – N° 681 de M. Robert TROPEANO à M. le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche (Devenir de la ligne Aubrac).

XI. – N° 656 de M. Michel BILLOUT à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international (Conversion de la dette tunisienne en projets de développement).

XII. – N° 670 de M. Michel BOUTANT à M. le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique (Conséquences du coût d'achat des papiers recyclés sur l'industrie papetière).

XIII. – N° 739 de M. Jean Louis MASSON à M. le ministre de l'intérieur (Inéligibilités et incompatibilités lors des élections municipales).

XIV. – N° 643 de M. Gilbert ROGER à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international (Mise à disposition de fonctionnaires nationaux au Conseil de l'Europe).

XV. – N° 675 de M. Hervé MARSEILLE à M. le Premier ministre (Pénalisation de la négation des génocides).

XVI. – N° 642 de M. Henri TANDONNET à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement (Contractualisation dans le secteur des fruits et légumes).

XVII. – N° 639 de M. Michel TESTON à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement (Incohérence de l'application de la réglementation européenne en matière d'enrichissement des vins).

XVIII. – N° 606 de Mme Muguette DINI à Mme la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion (Handicapés et insertion professionnelle).